



TCL

Lundi 16 décembre 2024

Mayotte :

Catastrophe naturelle et catastrophe sociale

Le 14 décembre, Mayotte a été en proie au cyclone Chido et la situation de la population est critique. Elle met en lumière les difficultés de l'île et notamment l'incurie de l'État français. Bayrou a dépêché sur place l'ex-ministre des Outre-mer et, surtout, Retailleau, le successeur de Darmanin, encore pire que son prédécesseur qui avait laissé un bien mauvais souvenir à Mayotte avec la chasse aux pauvres et aux migrants de l'opération Wuambushu d'avril 2023 qu'il avait dirigée.

Des dégâts considérables

Le cyclone a ravagé tout le nord de Mayotte, avec des rafales de vent de plus de 220 km/h. Le port de Mamoudzou a été détruit, l'aéroport sérieusement endommagé, l'hôpital aussi. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte. Le bilan humain reste difficile à établir : 14 morts sont officiellement recensés à ce jour, le préfet a dit craindre qu'il y en ait en fait des milliers ensevelis sous les décombres. Le nombre d'habitants qui ont tout perdu est beaucoup plus important. 100 000 habitants seraient sans toit, soit près du tiers des habitants de l'archipel.

Sur fond de misère ambiante...

Les dégâts sur les infrastructures ont rendu l'accès à l'électricité, aux services téléphoniques et à l'eau courante encore plus difficile que d'habitude, compliquant le travail des secours. D'autant que les routes, déjà insuffisamment entretenues, ont été rendues impraticables à cause des nombreux arbres déplacés par le vent.

Les quartiers les plus pauvres sont en première ligne. Les bidonvilles représentent un tiers des habitations à Mayotte : bâtis en tôles, ils ont été emportés. Les sans-papiers sont encore plus touchés : ils ont été nombreux à ne pas s'abriter dans des centres d'hébergement de peur d'être arrêtés. L'hôpital et les centres de santé, déjà en piètre état, ont été abîmés et inondés, et se retrouvent incapables d'accueillir et de soigner tous les blessés.

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause des ravages du capitalisme sur le climat, comme l'ont rappelé les récentes inondations à Valence en Espagne. Mais l'ouragan Chido a plus à voir avec les catastrophes au Pakistan en 2022 ou en 2023 en

Libye : la situation de misère et de sous-développement rend en effet ces populations encore plus vulnérables que celles des pays riches.

... et de responsabilité de l'État français

L'État français a d'abord réagi en annonçant la présence de 1 600 policiers et gendarmes sur l'île, visiblement moins préoccupé par les problèmes de la population que par les « pillages », avant de rectifier le tir de sa com' en mettant en avant l'envoi de la sécurité civile, de pompiers et l'établissement d'un pont aérien entre la France et Mayotte, via La Réunion. Il faut dire que c'était particulièrement choquant alors que les habitants, privés de tout, cherchent de l'eau et de la nourriture !

Bayrou annonce suivre la situation « heure par heure » et les représentants de l'État jurent faire de leur mieux pour régler la situation, cela ne calme en rien les

inquiétudes des habitants. Au-delà du choc ressenti, il y a de la révolte contre l'État français. Un sentiment d'abandon qui ne vient pas de nulle part : le sous-financement des services publics et la répression sont des constantes à Mayotte. Cela a empiré ces dernières années avec la gestion calamiteuse du Covid

et la chasse aux pauvres et aux migrants pendant l'opération Wuambushu.

Les larmes de crocodile de Macron et de ses acolytes sont donc particulièrement hypocrites. Mayotte est officiellement un département français. Mais la situation sur l'île ressemble bien plus à celle des plus pauvres parmi les pays africains voisins qu'à la métropole du septième pays le plus riche du monde. Ce cyclone a lieu sur un territoire déjà ravagé depuis des années par l'impérialisme, une catastrophe qui, elle, n'a rien de naturel.



Selma Labib
@SelmaLabib

Ce n'est pas que le cyclone qui tue et dévaste, c'est aussi - et surtout ? - la pauvreté et le manque d'infrastructures. Les catastrophes naturelles sont aussi sociales et politiques, dans leurs causes comme dans leurs conséquences... Solidarité avec les habitant-es de l'île

Le saviez-vous ?

Un oxymore est une figure de style qui consiste à allier deux mots de sens contraire comme « une douce violence », « obscure clarté » ou encore... « Repos Travaillé » !

Les repos devraient servir à se reposer et si la paye n'est pas assez élevée, c'est du côté du salaire qu'il faut revendiquer.

Ayrton SNA

En dépit des nombreux RT sollicités, le nombre élevé des SNA nous rajoute de la difficulté pendant nos tours... y compris pour les usagers.

Comme on pouvait s'y attendre, la prime de présentisme ne change rien ! Ce qu'il faut c'est des embauches et l'amélioration des conditions de travail.

Tic-tac

Sur la ligne 52 comme sur beaucoup d'autres, les CR rencontrent des problèmes similaires : les temps de parcours sont complètement inadaptés et le nombre de voitures clairement insuffisant. Résultat, les arrêts débordent, les bus sont bondés et les retards s'accumulent. La situation à bord peut vite se tendre. En tout cas elle est éprouvante pour le conducteur qui ne peut même pas profiter du retournement pour souffler.

Il serait urgent de revoir les temps de parcours et d'augmenter le nombre de voitures en circulation !

À bas les frontières de papier !

Certains collègues n'ont pas la nationalité française. Pour rester ici, là où ils vivent et travaillent depuis plusieurs années, ils doivent réaliser des démarches fastidieuses et vexatoires. Un renouvellement de titre de séjour peut ainsi durer jusqu'à 12 mois. Et en attendant ce terme, il faut réobtenir tous les 3 mois un récépissé provisoire sans lequel on est illégal en France.

Nos collègues font le même travail que les autres mais au titre qu'ils n'ont pas les bons papiers, ils ont toujours une épée de Damoclès au-dessus de leur tête, comme si une barrière invisible les séparait de nous. Alors vite, ouvrons TOUTES les frontières !

Leur écologie et la nôtre

Depuis des mois, les salariés des TCL comme beaucoup d'autres s'inquiètent de l'interdiction de la ZFE de Lyon aux véhicules Crit'Air 3 au 1^{er} janvier prochain.

Bruno Bernard vient d'annoncer que des dérogations, temporaires, seront accordées aux travailleurs en horaires décalés, qui n'ont pas d'autres choix que de prendre leur voiture, et pas souvent les moyens d'en changer. Les agents TCL en bénéficieront, c'est déjà ça de gagné : hors de question de risquer une amende pour venir bosser, qui plus est pour assurer le fonctionnement du service public de transports en commun !

Mais dans le fond, le problème reste le même : l'hypocrisie d'imposer aux travailleurs des mesures

écologiques d'un côté, sans jamais prendre le moindre centime sur les profits des capitalistes de l'autre.

C'est pourtant par là qu'il faudrait commencer, si l'on voulait vraiment se passer de la sacro-sainte voiture individuelle et pas seulement nous en vendre de nouvelles : pour limiter le coût de l'immobilier et les loyers en ville, fiabiliser et développer à une toute autre échelle les transports en commun (y compris par train), tout en incitant au « report modal », par une mesure forte mais évidente, la gratuité pour tous les travailleurs !

Bruno Bernard l'hermithomane

Dans une longue publication Twitter, le président du Sytral a pris position contre la gratuité des transports. Son premier argument est que sans les recettes de la billettique, il ne serait plus possible de développer de nouvelles infrastructures (tramway, métro, etc.). Un tel argument fait comme s'il manquait de l'argent dans cette société, comme s'il n'était pas possible, par exemple, d'augmenter le versement mobilité payé par les entreprises pour financer le transport !

Le deuxième argument du président du Sytral est un peu plus recevable, quoique franchement hypocrite. Il soulève que la gratuité ne suffit pas à convaincre les automobilistes de se passer de leur voiture, ce qui est pourtant un réel enjeu écologique. Pour atteindre ce but, il faut aussi développer massivement les réseaux, et ce n'est pas en faisant des comptes d'apothicaire et en cherchant quoi qu'il en coûte à préserver les capitalistes et leurs profits qu'on y arrivera !

Luigi m'a plomber

Le 4 décembre à New-York, le PDG de UnitedHealthcare, plus grosse compagnie américaine d'assurances de santé, était abattu dans la rue. L'affaire a fait grand bruit : en France, les bourgeois ont pleuré l'un des leurs, puis se sont insurgés du fait que notre camarade Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte Ouvrière, qualifie le tueur de « justicier individuel ». Rien d'étonnant. Comment pourraient-ils comprendre qu'il nous est indifférent de pleurer sur le corps grassouillet d'un patron gagnant 10 millions par an, alors qu'il profite d'un système empêchant les pauvres d'accéder à des soins tout juste décentes et causant la mort de 68000 d'entre eux chaque année ? Le geste isolé du tueur n'est pas une solution pour renverser le capitalisme, mais reflète la colère de millions de gens. S'ils arrivaient à la traduire en lutte révolutionnaire, les capitalistes auraient une vraie raison de trembler.

RÉVOLUTIONNAIRES

10 DÉCEMBRE 2024 - 24 LE JOURNAL DES NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

LES SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES

CEST POUR CELLES ET CEUX QUI CROIENT AU PÈRE NOËL

Prenons directement notre sort en main !

EDITORIAL
La seule issue révolutionnaire dans le cadre politique : nous repenser nos institutions !

Retrouve dans le n°24 de notre journal *Révolutionnaires* un dossier spécial sur les attaques patronales en cours dans le transport, dont l'allotissement à Lyon, et les luttes des travailleurs pour y résister !

NPA

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org